L'expédition Expo.02 a passé le «cap de Bonne Espérance»

DR

Nelly Wenger, directrice générale d'Expo.02, fait le point sur l'avancée des travaux, un an après la confirmation du mandat donné par le Conseil fédéral. Elle compare son entreprise à une expédition navale vénitienne, dont on ne peut juger du résultat qu'une fois terminée

Il y a tout juste un an, le Conseil fédéral nous donnait le feu vert et confirmait sa volonté d'organiser une exposition nationale. On pouvait donc s'attendre à ce que cette date marque la «fin des ennuis», que l'histoire mouvementée de l'Expo débouche sur l'apaisement, que les doutes et les interrogations cèdent la place au travail et à l'effort productif. Mais dans les faits, l'entreprise Expo.02 tient toujours de l'expédition.

Au cours de cette année, je me suis beaucoup interrogée sur la persistance des doutes, en dépit des changements à la direction, en dépit des décisions, en dépit de l'existence d'un comité directeur crédible et réunissant différents acteurs du monde politique et économique. Je cherchais à m'expliquer pourquoi un «Nous Expo» avait tant de mal à émerger, à prendre forme.

Quelles sont les caractéristiques de «L'entreprise Expo» que je dirige? Comment la définir? S'agit-il d'une entreprise privée? d'une entreprise publique? d'une réunion d'artistes, accompagnée de technocrates et de managers? ou d'une opération commerciale agrémentée de quelques créations artistiques? En réalité, c'est une expédition navale, comme celles que la République de Venise organisait au XIIe siècle pour aller chercher des marchandises au Moyen-Orient.

Ces expéditions étaient des entreprises risquées et coûteuses. La République de Venise en assurait le commandement à terre. Ceux qui les finançaient se réservaient les trois quarts des bénéfices en cas de succès, le capitaine et l'équipage se partageaient le quart restant. Et quand elles échouaient, le capitaine allait moisir quelque temps en prison. Le contrat avait l'avantage d'être clair…

En nous confirmant son soutien, il y a un an, le Conseil fédéral a commandité une expédition. Avec le comité directeur, dans le rôle de Venise qui surveille à terre l'opération. Pour en tenir la barre, il nous a fallu adopter des méthodes de management des plus rigoureuses, calquées sur le monde de l'entreprise, mais aussi affronter des aléas, dont une forte incertitude financière (pourtant épargnée aux marins vénitiens). Il nous a également fallu accepter de gérer cette entreprise sans points de repère, parce qu'aucun résultat intermédiaire ne sera disponible, parce qu'elle accumule tous les coûts au début et qu'elle ne portera ses fruits qu'à la fin, en une seule fois, quand elle aura fermé ses portes. On ne sait qu'une fois arrivé si l'expédition rapporte bien les richesses convoitées.

Peut-être ce projet nous donnera-t-il l'occasion de développer un savoir-faire nouveau, auquel la Suisse est peu habituée: celui de la gestion de la nouveauté, des aléas et des risques

Expo.02 partage donc plusieurs des caractéristiques d'une expédition navale: elle parie sur l'avenir, qui peut rapporter gros en image, en cohésion nationale dans un pays qui doute beaucoup. Ses participants, comme ceux d'une expédition, en reviendront avec une expérience commune très forte et unique.

Les organisateurs des premières expositions nationales avaient voulu un événement qui célèbre les forces du pays et resserre les liens des Confédérés qu'une guerre civile venait de meurtrir. Depuis 1893, ce rituel redit l'identité suisse telle qu'elle avait été définie: un paysage (les lacs sur fond de montagnes enneigées, l'image constante des Expos), un savoir-faire (le tunnel du Gothard, les grands barrages), un peuple pétri de valeurs morales (le travail, la famille). A sa manière, Expo.02 rejoue tout ou partie de cette partition, s'inspire de certains thèmes, les actualise, les relit. Et si, plus de 150 ans après la guerre du Sonderbund qui avait déchiré la Confédération, la haine s'est effacée, le spectre de la fracture hante toujours les esprits. Ce qui menace aujourd'hui la cohésion et l'identité suisses, ce n'est plus la guerre mais l'indifférence, le désamour. La fascination pour le village planétaire a remplacé la fascination pour le village suisse.

Expo.02 s'inscrit dans la filiation des expositions nationales tout en parlant de la Suisse d'aujourd'hui, partagée entre ouverture et repli, entre peur et audace, entre nostalgie et élan. Cette déchirure, criante aujourd'hui, existait en germes dans l'Expo 64, qui déjà avait dû convaincre de son bien-fondé une opinion publique et une presse plus que sceptique.

Mais l'expédition Expo.02 est bel et bien partie. Je vous assure qu'elle avance, parfois au milieu des orages et d'une mer démontée, et qu'elle garde le cap. En tant que capitaine, je suis convaincue du bien-fondé du projet. Il m'arrive de penser qu'il dépasse le simple défi de l'organisation d'une exposition nationale au XXIe siècle. Peut-être ce projet nous donnera-t-il l'occasion de développer un savoir-faire nouveau, auquel la Suisse est peu habituée: celui de la gestion de la nouveauté, des aléas et des risques. Un savoir-faire dont on peut supposer qu'il devient de plus en plus précieux dans le monde tel qu'il va. **N. W.**

Lettre de Palmyre, où il n'y a plus d'eau

Jacques Vicari, architecte et archéologue genevois, revient d'un chantier de fouilles en Syrie, où il a passé trois mois. L'auteur de «La Tour de Babel» (éditions Que sais-je?) connaît bien la région pour y avoir séjourné à de nombreuses reprises. Il en note aujourd'hui les changements, avec quelque étonnement.

L'image nocturne la plus forte, réjouissante et inquiétante: des torchères à 40 kilomètres de Palmyre, à l'épicentre du désert de Syrie, à Soukhné.

Il y a deux ans encore, Soukhné n'était qu'une bourgade faite de cubes grisâtres empilés maladroitement, invisible de nuit. Aujourd'hui, ou plutôt ce soir-là, une avenue éclairée *a giorno* par une rangée de lampadaires jumeaux, dressés sur une berme centrale, y conduit. Vers qui? Vers quoi? Qu'importe.

Le gaz naturel est là, cerné de hautes barrières dans un camp retranché. Pour l'instant, il reste dans les profondeurs. Ceux qui l'ont prospecté, découvert et canalisé ont décidé de l'y laisser en réserve, prêt à être injecté au moment opportun dans le développement industriel.

Le conflit prévisible entre l'exploitation de ce gisement et le développement touristique de Palmyre est ainsi différé. Car les admirateurs des plus belles colonnades antiques du Proche-Orient ont augmenté énormément: d'un car par semaine il y a vingt ans, ils remplissent vingt cars par jour durant les courts mois de printemps et d'automne. Les foules en baskets, shorts et bobs, l'œil rivé au viseur de la caméra, sont rabattues par des cars Cham dans des restaurants d'étape. Cham et le soir, harassées, elles dorment dans des hôtels Cham, brillants comme des palais des Mille et une nuits.

L'avenir des dromadaires n'est plus dans le transport caravanier mais sur l'étal des bouchers

Le prospectus vantant ces hôtels nous informe que celui de Palmyre est bâti à côté de la source Efqa. Celle-là même qui donna naissance, il y plusieurs millénaires, à la palmeraie et à la ville. Mais le prospectus ne dit pas que la source est tarie. Là, dans la grotte où je me suis naguère baigné, il n'y a que gradins secs et poussière. Que s'est-il passé?

En moins d'un demi-siècle, Palmyre est passée de 6000 à 80 000 habitants qu'il faut nourrir et désaltérer. Les forages se sont alors multipliés jusqu'aux couches d'eau fossile, les pompes se sont mises en marche. Dans le silence de la palmeraie, leur teuf-teuf a remplacé le rire des chacals. Depuis, le niveau de la nappe phréatique a baissé et la source Efqa est morte. La soif guette les palmiers et les hommes. Un barrage a été dressé pour retenir les pluies hivernales dans la montagne voisine… L'eau, toujours l'eau.

Passons à l'est, sur le cours de l'Euphrate. Deux barrages en amont, l'un turc, l'autre syrien, l'ont rendu exsangue dans son dernier tronçon avant l'Irak. Or ce tronçon est devenu un fragment de Texas. Les pétroliers à stetson et santiags sont là, discrètement. Une noria de camions-citernes emporte le brut au nord vers Homs où des Japonais ont construit une raffinerie ruisselante de lumière.

Ce tronçon est aussi un morceau de Californie. Les canaux d'irrigation barrent la vue sur des kilomètres. Tracteurs et pompes multiplient la production agricole. Fort heureusement, car les Syriens eux aussi se sont multipliés par quatre en un demi-siècle. Ils sont maintenant 16 millions. Ce chiffre devrait doubler dans une génération.

Aujourd'hui, le tourisme, le pétrole, l'agriculture embauchent avec des effets collatéraux: les Bédouins quittent le désert et les chameliers deviennent routiers. L'avenir des dromadaires n'est plus dans le transport caravanier mais sur l'étal des bouchers, *car le pays* manque de protéines animales. Les enfants quittent leur uniforme scolaire. Ils se mettent au travail. Il ne faut pas laisser passer l'occasion de sortir de la pauvreté. Combien de temps cela va-t-il durer?

Alors, quand le soir, réunis autour du poste de télévision, on écoute le journal de 20 heures, on ne s'émeut guère de savoir qu'un va-t-en-guerre a arpenté l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem. D'ailleurs, le présentateur relate les faits sans commentaires. On se croirait sur la chaîne *Euronews*. Il y a deux ans, le ton était bien différent. Les protestations alternaient avec l'énumération des violations des résolutions onusiennes.

Pendant ce temps le microclimat change aussi: les brumes nocturnes, filles des champs de coton et des torchères, voilent la Voie lactée. Mais qui, hormis les pointes des minarets, regarde encore le ciel? **J. V.**

La chronique

DE FRANÇOIS GROSS

Mondialisateurs coupés du monde

Fin de l'alerte. Les Américains peuvent reprendre un billet pour la Suisse, mise à l'index par leur administration. Le maous déploiement de polices, de l'armée et d'agents de sécurité privés a eu raison de velléités de violences. L'honneur du Heidiland est sauf. Ses hôtes fortunés peuvent ronronner dans le coton. Ils sont protégés.

Menace il y avait. Indéniablement, des précautions se justifiaient. La muraille sécuritaire a-t-elle, à elle seule, découragé d'éventuels casseurs? Nul ne peut, pour l'instant, l'affirmer. A-t-elle été proportionnée au danger ou en a-t-on trop fait au point de brimer le droit de manifester et de faire illicitement un mauvais sort au distributeur de tracts et au braillard époumoné, d'empêcher le doux contestataire de gagner son forum alternatif?

Ce sont des questions à poser. Car le rôle du gendarme ne se borne pas à la prévention et à la répression. Il consiste, aussi, à favoriser l'exercice des libertés fondamentales: celle de se réunir pour les participants au jamboree économique; celle, mêmement, d'exprimer sans voies de fait leur exaspération pour les laissés-pour-compte du chambardement social. Les autorités grisonnes ont passé sous la jambe ce troisième volet du triptyque. Elles ont reçu l'approbation pour cela du Conseil fédéral qui aime décidément beaucoup les bunkers.

Les sacristains de la pensée dominante ne peuvent se le cacher: le Forum doit tenir compte de ce qui s'est passé cette année ou il sera menacé de naufrage dans la dérision. Ses animateurs sont assez fines mouches pour ne pas ignorer l'adage selon lequel on peut tromper peu de gens pendant longtemps et beaucoup pendant peu de temps mais pas tout le monde tout le temps. L'attention qu'ils ont réussi à fixer sur leur manifestation a, cette fois, atteint ses limites. S'ils ne ressentent pas un sentiment d'incomplétude en observant les rassemblements de leurs opposants à Davos, Zurich et, surtout, à Porto Alegre, c'est à désespérer de leur perception des événements.

Il s'agit d'autre chose que de «petits jeux». Informulée, inorganisée encore, mais grondante déjà, une vague de fond se soulève, lourde de toutes les misères, les haines, les révoltes, les humiliations et les aigreurs que la mondialisation, en tant qu'idéologie, sème sur son passage. Se refuser à en prendre pleine conscience c'est risquer de passer à côté des chances immenses offertes par la mondialisation en tant que fait. Celle-ci est riche de promesses pour l'ensemble des habitants de la planète. Sans doute, les initiateurs du WEF l'ont pressenti. Mais ils ont été pris en otages par leur riche clientèle de «maîtres du monde». Elle ne vient pas à Davos pour entendre des catéchistes. Elle préfère les gourous qui flattent ses oreilles. Ainsi s'est gravée dans les médias l'image de dames de charité qui chuintent dans les micros quand elles parlent de «leurs» pauvres.

Voilà pourquoi on n'a pu réprimer un certain sourire quand, samedi, le mur de l'ordre coupait du monde les «mondialisateurs». ■

Les réserves des caisses maladie

René Vaudroz*

La population, les médias, les cantons, les prestataires de soins relèvent tous le manque de transparence de la gestion des caisses et de la comptabilisation de leurs frais, l'opacité du processus de détermination des primes ou le contrôle déficient qu'exercerait l'OFAS. Ruth Dreifuss, à juste raison, a pris en main le problème des réserves des caisses maladie jugées excessives. Le scandale Visana illustre parfaitement le défaut du système et ne doit plus se reproduire.

Les réserves sont constituées à partir des primes payées par l'assuré: elles doivent donc être liées, pour le moins, au principe du libre passage d'une assurance à l'autre et non pas rester dans le patrimoine de la première assurance. Entre 1996 et 1998, Visana s'est délestée de 400 000 assurés. Les sommes des réserves (celles-ci dépassaient le taux des 15% prescrits) sont demeurées chez elle, alors que les assurances accueillant les nouveaux assurés étaient dans l'obligation de reconstituer de nouvelles réserves, toujours payées par les assurés, et, logiquement, augmentaient leurs primes.

Mais où sont donc passées les réserves des assurés Visana? Elles se sont fondues dans les avoirs de la caisse maladie pour être placées en commun avec les fonds de roulement provenant des paiements anticipés des primes. Les placements produisent des intérêts et subissent ensuite des dévaluations et des amortissements. Pour être précis, le total général des placements effectués pour l'ensemble des assureurs est passé de 7,9 milliards (1996) à 10,1 milliards (1998), à savoir une augmentation de la fortune de 2,2 milliards.

L'augmentation de ces milliards ne peut provenir que des excédents des sommes perçues dans le cadre des primes. Il est à relever que pour la même période, les placements ont subi des dévaluations de 2,6 milliards: il s'agit là d'une perte simulée que les assureurs compensent à partir des réserves. S'agissant d'une assurance sociale, ces placements de fortune, réalisés avec les deniers des assurés, correspondent à une pratique coupable. […] ■

**Conseiller national radical vaudois*